Coy, Jason P., *Strangers and Misfits. Banishment, Social Control, and Authority in Early Modern Germany*

Falk Bretschneider

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6638>

DOI : 10.4000/ifha.6638

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Falk Bretschneider, « Coy, Jason P., *Strangers and Misfits. Banishment, Social Control, and Authority in Early Modern Germany* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6638> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6638>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Coy, Jason P., *Strangers and Misfits. Banishment, Social Control, and Authority in Early Modern Germany*

Falk Bretschneider

- 1 Longtemps dominée par l'image des grands spectacles punitifs, supplices et autres exécutions, notre vision des pratiques pénales à l'époque moderne a considérablement changé ces dernières années. Nous savons aujourd'hui que même si les peines les plus sévères étaient très présentes dans les textes normatifs, on y avait cependant recours seulement de temps à autre, et avant tout pour faire un exemple et dissimuler ainsi le fait que la sanction effectivement appliquée était fréquemment le résultat d'un processus de négociation dans lequel intervenaient notamment les ressources sociales qu'un condamné pouvait mobiliser et ses capacités à convaincre les autorités de sa possible réintégration dans la communauté. Bien davantage que l'échafaud et la potence, ce sont donc les peines de prison de courte durée, les amendes ou les peines infamantes qui dominent le quotidien pénal d'autrefois. En outre, notamment dans le Saint-Empire avec sa structure politico-spatiale fragmentée, l'appareil répressif s'appuya largement sur une autre sanction : le bannissement dont l'application, en particulier dans les grandes villes, pouvait parfois atteindre des taux de fréquence considérables. Malgré sa forte présence dans l'arsenal moderne des peines, cette sanction n'a toutefois guère suscité la curiosité des historiens. C'est donc avec d'autant plus d'intérêt que l'on se saisit du présent ouvrage, issu d'une thèse soutenue en 2001 à l'université de Californie et annonçant une étude approfondie de cet élément central de l'économie pénale dans l'Allemagne moderne.
- 2 Dès l'introduction, le lecteur ressent pourtant une première déception : contrairement à ce qu'indique le titre, le livre ne porte que sur un cas précis, celui de la ville d'Empire d'Ulm au XVI^e siècle. Empiriquement, l'analyse se base sur l'exploitation de toutes les sentences criminelles enregistrées dans les minutes du Conseil municipal (p. 14, 26 suiv.). Sans donner davantage de précisions sur sa démarche (et notamment sur les problèmes interprétatifs que ces sources ont pu poser), J.P.C. constate que, sur un total

de 2 531 personnes condamnées par les autorités d'Ulm, 1 033 (41%) furent bannies de la ville. Ces chiffres montrent, au plan quantitatif, l'importance de la sanction pour le fonctionnement du contrôle social que l'auteur se propose d'étudier dans cinq chapitres. Dans un premier temps, il esquisse le cadre interprétatif de son étude faisant de la pratique du bannissement un indicateur important pour analyser les relations de pouvoir qui, à l'intersection entre autorités urbaines, populations locales et comportements déviants, étaient censées garantir un ordre social traditionnel par une « imposition des lois » (« law enforcement », p. 15-23) renforcée suite aux nombreux conflits politiques, économiques et religieux qui ont ébranlé la ville à l'époque de la Réforme et de la rébellion des princes. Il n'est donc guère étonnant que la plupart des condamnations au bannissement aient concerné des infractions aux normes de la moralité (notamment des rapports sexuels illicites), des comportements violents ou désobéissants, ou encore des atteintes à la propriété (viol, mendicité illégale, etc.). En outre, les calculs montrent qu'une personne issue des populations migrantes (vagabonds, journaliers ambulants, etc.) avait à peu près trois fois plus de chances d'être chassée de la ville après une infraction qu'un citoyen (p. 29 suiv.). Malheureusement, le texte ne contient aucun tableau ou graphique pouvant rendre ces résultats chiffrés plus accessibles pour le lecteur.

- 3 Les trois chapitres suivants approfondissent les données statistiques en examinant de plus près trois groupes de la population urbaine : les errants (vagabonds et mendiants), les étrangers habitant la ville (« resident aliens ») et les citoyens. Mis en lumière par de nombreux récits de cas particuliers, ces passages confirment en détail les éléments quantitatifs extraits des sources : les indigents étrangers étaient chassés de la ville en premier lieu pour purger la communauté urbaine d'outsiders et pour préserver ainsi ses « frontières socio-spatiales » (p. 52 ; dans cette perspective, les autorités pouvaient d'ailleurs compter sur un large consensus social à l'intérieur de la ville) ; le bannissement des habitants sans droit de cité s'inscrivait très souvent dans un contexte de régulation économique ; envers les citoyens, la peine était surtout appliquée pour renforcer l'impact des autorités urbaines sur la vie morale, pour canaliser des comportements indisciplinés et pour contrôler des sujets rebelles en les éloignant de la ville. Le cinquième chapitre, enfin, étudie les rituels qui accompagnaient la peine et souligne le « rôle thérapeutique de purge » (p. 122) qu'elle jouait dans la communauté urbaine, autrement dit : sa fonction centrale pour le contrôle social horizontal au sein de la ville et le haut degré d'acceptation que son application rencontrait parmi ses habitants.
- 4 Écrit d'une plume aisée, bien construit et enrichi de quelques illustrations tirées des marges de l'Urgichtbuch de la ville, le livre de J.P.C. offre pour la première fois une vision approfondie de la pratique du bannissement dans l'une des plus importantes communautés urbaines du Saint-Empire. Néanmoins, il laisse le lecteur un peu sur sa faim. Outre son prix prohibitif (que l'on ne saurait reprocher à l'auteur), le périmètre limité de son objet (donc de ses résultats) et le fait que J.P.C. semble ignorer quelques travaux récents (notamment l'important livre d'H. Zaremska sur les bannis au Moyen Âge), on peut surtout reprocher à l'ouvrage sa perspective conventionnelle. En appréhendant le bannissement principalement comme un élément du grand moule du contrôle social, l'auteur nous apprend finalement peu de chose. Depuis des décennies, des bibliothèques entières ont été écrites sur le rôle des sanctions dans l'imposition des normes. Comme J.P.C. centre son analyse sur les manières qu'ont eues les autorités de réguler l'ordre et l'espace sociaux en s'appuyant sur ou en s'opposant à la population

locale, il applique certes pour la première fois ce cadre interprétatif à cet objet. Mais, du coup, il passe en quelque sorte à côté de l'essentiel de la peine et de ce que sa pratique pourrait nous apprendre : la perception et les pratiques de l'espace, d'une part (comment les bannis vivent-ils leur éloignement, où se rendent-ils, selon quelles stratégies aménagent-ils les conséquences de la peine, en se réinstallant ailleurs par exemple, en vivant aux marges de la société, en rentrant clandestinement, en demandant un recours en grâce, etc.) et, d'autre part, la gestion de la sanction dans un espace politique morcelé (certes, le territoire d'Ulm comptait parmi les plus étendus de toutes les villes d'Empire allemandes, mais il était néanmoins cerné par de nombreux voisins pratiquant eux-mêmes le bannissement de sorte que chacun rejetait ses exclus vers l'autre). Un livre utile donc, car il comble partiellement une lacune criante, mais l'enquête reste ouverte.

- 5 Falk Bretschneider (École des hautes études en sciences sociales, Paris)